

# TABLE DE MATIÈRE

<b>Remerciements</b> .....	1
<b>Sommaire</b> .....	3
<b>1. Les pièges à l'introduction d'une procédure : morceaux choisis</b> .....	5
Céline Grégoire, Sophie Jacmain	
<b>Introduction</b> .....	6
<b>Section 1. Mise en demeure</b> .....	7
§1. Effet interruptif de la lettre d'avocat émise dans le respect des formes prescrites par l'article 2244, § 2, du Code civil.....	7
§2. Mise en demeure à un consommateur et loi du 20 décembre 2002.....	10
<b>Section 2. Sélection du mode introductif d'instance adéquat : entre libre arbitre et examen d'opportunité</b> .....	13
§1. La citation introductive d'instance : un piège désamorcé depuis la généralisation des nullités relatives.....	13
§2. Requête dite « contradictoire ».....	17
§3. Requête conjointe.....	19
§4. Choix erroné ou fautif du mode introductif d'instance.....	20
§5. Examen de quelques mentions pertinentes dans l'acte introductif d'instance.....	20
I. Exécution provisoire.....	21
II. Intérêts alloués sur les sommes principales réclamées et mécanisme de l'anatocisme.....	22
<b>Section 3. Juridiction des cours et tribunaux et préalables obligatoires ...</b>	24
§1. Juridiction des cours et tribunaux de l'ordre judiciaire belge.....	25
§2. Préalables à l'introduction d'une procédure.....	27
I. Préalables légaux.....	27
II. Préalables judiciaires.....	28
III. Préalables conventionnels.....	31

<b>Section 4. De quelques épines procédurales</b> .....	32
§1. Défaut d'inscription ou inscription erronée à la Banque-Carrefour des Entreprises .....	32
§2. Transcription marginale de l'acte introductif d'instance .....	36
§3. Paiement des droits de mise au rôle dits droits de greffe .....	38
<b>Conclusion</b> .....	41
<b>2. Les pièges de l'expertise</b> .....	43
Dominique Mougenot	
<b>Introduction</b> .....	44
<b>Section 1. Alternatives à l'expertise</b> .....	44
§1. Peut-on éviter l'expertise en déposant un rapport unilatéral ?... ..	44
§2. Le juge peut-il ordonner des procédures alternatives ?.....	49
<b>Section 2. Mise en mouvement de l'expertise</b> .....	53
§1. Faut-il nécessairement fournir des pièces justificatives à l'appui d'une demande d'expertise ? .....	53
§2. Peut-on toujours plaider une demande d'expertise en débats succincts ? .....	55
§3. Le fait de désigner un expert non repris au registre national a-t-il une influence sur la validité du rapport ? .....	57
<b>Section 3. Déroulement de l'expertise</b> .....	58
§1. Quels sont les écueils de la conciliation ? .....	58
§2. Peut-on utiliser la procédure de remplacement en cas de partialité de l'expert ?.....	60
§3. Peut-on récuser un sapiteur ou un conseil technique ? .....	62
§4. Comment faire avancer l'expertise quand l'expert ne réagit plus ?.....	63
§5. Jusque quand peut-on faire intervenir un tiers en cours d'expertise ?.....	64
§6. Une partie défaillante peut-elle participer sans risques aux travaux de l'expert ? .....	66

<b>Section 4. Rémunération de l'expert</b> .....	67
§1. Que faire lorsque la provision n'est pas consignée par la partie désignée par le juge ?.....	67
§2. Peut-on faire sanctionner un mauvais travail de l'expert lors de la taxation de son état de frais et honoraires ?.....	71
<b>3. Les pièges de l'appel</b> .....	77
Arnaud Hoc	
<b>Section 1. Les pièges de l'effet dévolutif</b> .....	78
<b>Section 2. Les pièges de l'appel différé</b> .....	81
<b>Section 3. Les pièges du défaut</b> .....	86
<b>Section 4. Les pièges de l'appel incident</b> .....	88
<b>Section 5. L'appel vaut-il encore le « coût » ?</b> .....	90
<b>4. Les pièges des procédures accélérées et les moyens de les anticiper</b> .....	93
Xavier Taton, Nicolas Delwaide	
<b>Introduction</b> .....	94
<b>Section 1. Le référé</b> .....	95
§1. Introduction.....	95
§2. La rédaction et la signification de la citation en référé.....	96
I. À la recherche d'une alternative.....	96
A. Les mesures avant dire droit.....	96
B. Arbitrage.....	99
II. L'inertie du demandeur.....	103
III. La mention de l'urgence.....	104
IV. Le provisoire, une limite au type de mesures sollicitées.....	105
V. Délai de citation.....	109
§3. Pendant l'instruction de la cause.....	110
I. La persistance de l'urgence.....	110
II. Les dernières conclusions du défendeur.....	111
<b>Section 2. La requête unilatérale en extrême urgence</b> .....	112
§1. La préparation de la requête unilatérale.....	113
I. L'extrême urgence et l'absence d'alternative.....	113

II. Le contenu de la requête et le devoir d'informer .....	114
III. Le provisoire .....	115
IV. L'intervention d'un avocat.....	116
§2. Les voies de recours.....	117
I. Appel ou tierce opposition.....	117
II. Effet de la tierce opposition et demande incidente .....	118
<b>Conclusion</b> .....	120

## **5. Les pièges de la procédure arbitrale pour les habitués des tribunaux**

Pascal HOLLANDER

<b>Introduction</b> .....	122
---------------------------	-----

### **Section 1. La méconnaissance trop fréquente des avantages de l'arbitrage en matière d'administration des preuves**

§1. L'instruction de la preuve écrite – les demandes de production de documents.....	125
I. L'élaboration des règles relatives à la production de documents .....	125
A. L'autonomie des parties dans la détermination de la procédure applicable aux demandes de production de documents .....	125
B. Les standards applicables à la production de documents dans la pratique arbitrale internationale .....	127
II. La mise en œuvre des principes relatifs à la production de documents.....	128
A. La pratique arbitrale relative aux demandes de production de documents .....	128
B. Les conséquences du défaut de production de documents .....	129
§2. L'administration de la preuve orale – les auditions de témoins..	131
I. Les preuves orales : une plus-value trop souvent ignorée de la procédure arbitrale.....	131
A. Fonctionnement et attrait de l'audition de témoins en arbitrage.....	131
B. Recours à la procédure d'interrogatoire de témoins.....	133
II. Le rôle de l'avocat dans la préparation et l'encadrement des témoins .....	133
A. Les attestations écrites .....	134
B. Les auditions et interrogatoires de témoin .....	135

<b>Section 2. La méconnaissance des restrictions relatives au recours en annulation.....</b>	<b>136</b>
§1. Les irrégularités à soulever dès qu'une partie en a connaissance .....	138
I. Les irrégularités propres à la convention d'arbitrage.....	139
A. L'incapacité de compromettre et l'invalidité de la clause d'arbitrage	139
B. Le différend portant sur un litige non visé par la convention d'arbitrage.....	143
II. Les irrégularités relatives au déroulement de la procédure d'arbitrage .....	144
A. Absence d'information sur la désignation d'un arbitre ou de la procédure et violation du contradictoire.....	144
B. Irrégularité de la constitution du tribunal arbitral ou de la procédure arbitrale.....	145
§2. Les délais de mise en œuvre du recours en annulation .....	148
I. Les principes établis en matière de délais.....	148
A. Délais et computation des délais .....	148
B. Articulation du recours en annulation et de l'opposition à l'ordonnance d' <i>exequatur</i> .....	150
II. Les incertitudes liées au point de départ du recours en annulation..	152
A. Les sentences partielles.....	153
B. Les mesures avant dire droit.....	154